



MERCOSUR : LE COMBAT N'EST PAS TERMINE

La Confédération paysanne a raison depuis le début sur les racines du problème : le libre-échange et la concurrence internationalisée entre paysan-nés.

Nous appelons avec force à la **fondation d'un commerce international équitable** qui protège le revenu des paysan-nés d'ici et d'ailleurs, et réponde aux enjeux sociaux et environnementaux de notre siècle. Cela passe par des mesures concrètes que les décideurs politiques doivent avoir le courage d'appliquer :

- **L'interdiction d'achat de nos produits en-dessous de notre prix de revient.**
- **L'établissement de prix minimum d'entrée à l'importation**, pour neutraliser la concurrence déloyale et stopper la course au moins-disant social et environnemental.
- **La remise en place d'outils de régulation des marchés** : lutte contre la spéculation, mécanismes de transparence et de répartition des marges dans les filières alimentaires, gestion des volumes, stockage public...
- **La sortie de tous les accords de libre-échange** pour arrêter la mise en concurrence mortifère.

Le projet de la Confédération paysanne est un projet agricole et de société qui permet à 99% des paysan-nés du monde agricole et à nos territoires un avenir désirable et constructif.

STOP AU DOUBLE DISCOURS DE LA FNSEA

Il est impossible de lutter efficacement contre le Mercosur en prônant par ailleurs d'autres accords de libre-échange comme le fait la FNSEA et le Copa-Cogeca au niveau européen.

- **Où était la FNSEA sur l'accord UE-Nouvelle Zélande qui enfonce encore un peu plus les éleveuses et éleveurs ovins ?**

La Confédération paysanne n'abandonne pas les éleveurs ovins au seul choix suivant : la cessation d'activité face à la concurrence déloyale des agneaux néozélandais ou la mise en prestation de pâturage reléguant l'élevage ovin comme sous-produit d'une production d'énergie solaire sur des terres agricoles.

- **Où était la FNSEA lors de la signature de l'accord UE-Maroc ?**

La Confédération paysanne s'est mobilisée sur le plan juridique pour obtenir une victoire majeure il y a quelques semaines auprès de la Cour de Justice de l'Union Européenne, engendrant l'annulation de cet accord de libre-échange néfaste pour nos maraîcher.es et arboriculteur.ices.

- **La FNSEA a raté le train depuis 25 ans et n'a fait que trahir les paysan-nés et fait semblant de changer de discours deux mois avant les élections professionnelles agricoles.** Le démantement du MacDo et la lutte contre l'OMC (Seattle, novembre 1999) étaient déjà portés par la Conf' il y a 25 ans pour défendre les paysan-nés des ravages du libre-échange, contre l'OMC et les accords de libre-échange qui ont suivi.

**Et pendant ce temps, dans le Gard, l'abattoir d'Alès a fermé !
22 salarié.es et les éleveur.euses locaux abandonné.es !**